

POUVOIR ADJUDICATEUR :

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX
HOTEL DE SULLY
62 RUE SAINT-ANTOINE
75186 PARIS CEDEX 04

ACCORD-CADRE DE SERVICES

**Prestations d'entretien des Parcs et Jardins
des Domaines nationaux d'Ile-de-France**

LOT N°11

**ENTRETIEN DIVERS
POUR LE DOMAINE NATIONAL DE RAMBOUILLET**

ACCORD-CADRE N°25-190-128

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**

PROPRE AU LOT

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD CADRE – CONSISTANCE DES PRESTATIONS	4
1.1 Objet de l’accord cadre – Généralités	4
1.2 Conditions générales d’exécution	4
1.3 Connaissance des lieux – Visite sur place	5
1.4 Prise de possession des lieux – Responsabilités.....	5
1.5 Consistance des prestations.....	5
ARTICLE 2 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS	5
2.1 Accès et circulation	5
2.2 Véhicules, engins et matériels	6
2.3 Outils de taille et prophylaxie.....	6
2.4 Lutte contre le bruit et protection de l’environnement.....	7
2.5 Conservation des caractéristiques des espaces verts	7
2.6 Protection des espaces	7
2.6.1 Protection des surfaces	7
2.6.2 Protection des ouvrages.....	7
2.6.3 Protection des végétaux à conserver.....	8
2.7 Installations de chantier	8
2.8 Aires de stockage	8
2.9 Clôtures de chantier.....	8
2.10 Chantiers sur les voies et espaces publics en dehors du domaine	9
2.11 DICT et coupure de réseaux	9
2.12 Constats sanitaires.....	9
2.13 Sécurité et hygiène du chantier	9
2.14 Equipement du personnel	10
2.15 Compétences et hiérarchisation des personnels	10
2.16 Propreté et nettoyage du chantier	11
2.17 Valorisation des rémanents végétaux	11
ARTICLE 3 – COORDINATION ET SUIVI DES PRESTATIONS.....	12
3.1 Calendrier prévisionnel.....	12
3.2 Epoques d’intervention.....	12
3.3 Délais d’intervention	12
3.4 Périodes d’interdiction.....	12
3.5 Etat des lieux d’entrée.....	13
3.6 Réunions de chantier	13
3.7 Comptes rendus de chantier	14
3.8 Contrôle des travaux	14
3.9 Etat des lieux de sortie – Remise en état des espaces	14
3.10 Contrôle en fin de prestations – Dossier des interventions exécutées.....	14
ARTICLE 4 – NETTOYAGE DE SURFACES.....	15

4.1 Ramassage, balayage, ratissage	15
4.2 Ramassage de feuilles	15
4.3 Nettoyage de caniveaux.....	15
4.4 Désherbage	15
ARTICLE 5 – ENTRETIEN DE PELOUSES	16
5.1 Tonte sans ramassage.....	17
5.2 Tonte avec ramassage	17
5.3 Tonte sur talus sans ramassage.....	17
5.4 Défeutrage	17
5.5 Carottage	17
5.6 Regarnissage	18
5.7 Réfection de pelouse.....	18
5.8 Découpe de bordures.....	18
ARTICLE 6 – FAUCHAGE – DEBROUSSAILLAGE	18
6.1 Fauchage à la débroussailleuse sans évacuation	18
6.2 Fauchage à la débroussailleuse avec évacuation	18
6.3 Fauchage avec faucheuse autoportée sans évacuation	18
6.4 Fauchage avec faucheuse autoportée avec évacuation	18
6.5 Débroussaillage avec broyage de ligneux sans évacuation.....	18
ARTICLE 7 – REFECTION DE PASSE-PIEDS.....	19
ARTICLE 8 – ENTRETIEN D'ARBUSTES EN MASSIFS ET EN HAIES	20
8.1 Taille d'entretien courant d'arbuste en massif.....	20
8.2 Taille d'entretien courant d'arbustes en haie libre	20
8.3 Taille de formation d'arbustes en haie architecturée	20
ARTICLE 9 – TAILLE DE TOPIAIRES	20

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD CADRE – CONSISTANCE DES PRESTATIONS

1.1 Objet de l'accord cadre – Généralités

Dans le cadre de l'entretien des Parcs et Jardins des Domaines nationaux de Saint-Cloud, Champs-sur-Marne/Jossigny et Rambouillet, le présent accord cadre à bons de commande a pour objet la réalisation de prestations d'entretien divers pour le Domaine de Rambouillet (78120 Rambouillet).

D'une manière générale, le titulaire s'engage à exécuter toutes les prestations nécessaires en vue de l'entretien normal et permanent des sites, dans le respect de la législation, des règles de la profession ainsi que des dispositions du présent CCTP.

Le titulaire doit prendre complète connaissance des documents écrits concernant les prestations à exécuter.

Le présent CCTP a pour but de renseigner d'une manière générale les soumissionnaires sur la nature des prestations à réaliser, leur importance, leurs dimensions et leurs emplacements. Toutefois, il est précisé que ces documents et descriptions n'ont aucun caractère limitatif et que les soumissionnaires sont tenus de prévoir eux-mêmes, pour l'établissement de leurs prix unitaires, et d'exécuter comme étant compris dans leur prix, sans exception ni réserve, toutes prestations complémentaires relevant de leur profession qui seraient indispensables au parfait achèvement des prestations projetés dans le respect des règles de l'art. De ce fait, les soumissionnaires ne pourront en aucun cas arguer d'erreurs ou omissions dans les CCTP pour demander un supplément quelconque sur le montant de leurs prix unitaires.

Les soumissionnaires doivent tenir compte de toutes les sujétions et pourront si nécessaire demander, avant la remise de leur offre, toutes les précisions complémentaires au CMN, ou, à défaut, considérer la solution la plus onéreuse.

Au cas où une omission ou une contradiction ne se révélerait qu'après remise des soumissions, le CMN serait en droit d'exiger la mise en œuvre de la solution la plus onéreuse.

1.2 Conditions générales d'exécution

Durant toute la durée de l'accord cadre, le titulaire est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel et de l'usage de son matériel.

Il contracte à ses frais toutes les assurances utiles notamment pour se garantir de toute indemnité à laquelle l'exposerait l'activité entreprise au titre du présent accord cadre.

Il assure la sécurité de son personnel et des tiers au cours de l'exécution de ses prestations.

Le titulaire s'engage pendant toute la durée du présent accord cadre à respecter les normes et réglementation en vigueur. Il doit se conformer aux dispositions du Code du Travail et à la législation en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité.

Il s'engage à employer, en nombre suffisant, des personnels qualifiés connaissant parfaitement l'exécution des prestations faisant l'objet du présent accord cadre.

Il doit adapter le nombre et les modèles de véhicules ou matériels en fonction des besoins liés aux interventions, afin de garantir le respect des délais.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat.

Le service sera effectué en totalité, sauf en cas d'intempéries constatées par le CMN et rendant le travail impossible. Dans ce cas, le titulaire pourra remettre son exécution au 1^{er} jour suivant le rétablissement des conditions optimales. Si nécessaire, ce jour sera défini en accord avec le CMN.

En cas d'interruption imprévue et même partielle du service, le titulaire devra en aviser dans les plus brefs délais le CMN afin de trouver avec son accord une solution adaptée.

Les prestations doivent être exécutées de façon à entraîner le moins de gêne possible pour les usagers des lieux.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune majoration de prix en raison de la gêne que les usagers pourraient apporter à l'exécution du travail.

1.3 Connaissance des lieux – Visite sur place

Le titulaire est censé s'être rendu sur place pour évaluer exactement la nature des différentes prestations et les différentes contraintes inhérentes à chacun des sites d'intervention.

Il est réputé avoir pleine et entière connaissance des lieux, de la consistance des prestations et des difficultés d'exécution éventuelles. Il est censé avoir tenu compte des contraintes de circulation et de stationnement des véhicules. En conséquence, il ne pourra se prévaloir d'une insuffisance des informations jointes au présent cahier des charges.

1.4 Prise de possession des lieux – Responsabilités

Avant d'engager sa propre intervention, le titulaire doit constater ou réceptionner les lieux et les ouvrages sur lesquels il va intervenir ainsi que l'ensemble des éléments susceptibles d'être détériorés au cours des prestations (pelouses, voiries, réseaux, éléments architecturaux, etc.). Toute intervention sur le site sans constat préalable vaudra réception et acceptation par le titulaire de tous les ouvrages réalisés préalablement.

Quelles que soient les dispositions techniques retenues, la responsabilité du titulaire sera engagée en cas de dégradation de l'environnement naturel et construit ou en cas d'incident corporel consécutifs à l'exécution des prestations. Les précautions nécessaires doivent également être prises dans la circulation et l'intervention des engins et matériels de chantier pour éviter tout incident ou accident de personnes aux abords du chantier, et pour parer à tous risques de dégradation ou d'accident sur les véhicules divers circulant ou stationnant à proximité de celui-ci.

Le titulaire sera tenu de signaler tout incident au CMN dans les plus brefs délais.

1.5 Consistance des prestations

La prestation comprend, suivant les dispositions définies au présent CCTP :

- La mise à disposition du personnel, des véhicules, matériels et matériaux nécessaires à l'exécution des prestations ;
- L'installation et le repliement du chantier ;
- L'exécution des prestations objet du présent CCTP ;
- La collecte, le tri et le transport jusqu'au lieu de stockage ou de valorisation (sur site ou en centre de traitement spécialisé) des divers déchets produits par l'exécution des prestations ; leur broyage s'il est demandé une valorisation sur site.

ARTICLE 2 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

2.1 Accès et circulation

Les accès au chantier sont soumis à la réglementation interne du domaine.

Dans l'enceinte du domaine, la vitesse maximale admise pour les véhicules est de 15km/h. Il est en outre impératif de rouler au pas dans les endroits sans visibilité.

Pour le franchissement de grilles habituellement fermées aux véhicules, les conditions d'ouverture et de passage seront déterminés à l'exécution par le CMN.

Pour chaque chantier, les itinéraires et voies de circulation qui pourront être empruntés par les véhicules et engins de travaux seront indiqués par le CMN dans le cadre du plan de circulation.

Tous les moyens devront être mis en œuvre pour adapter le matériel à la structure et au tracé des allées (encombrement, poids à l'essieu, etc.). Il est rappelé au titulaire la fragilité de ces allées, dont les structures et les revêtements n'ont pas été conçus pour une circulation d'engins lourds.

Tout dommage constaté au sein du domaine (sur allées, espaces verts, bâtiments, statuaire, éléments mobiliers, réseaux, véhicules...) donnera lieu, à la charge et aux frais de l'entreprise responsable, à la mise en œuvre de l'ensemble des travaux nécessaires à la remise en état complète.

Les contraintes précédemment indiquées pour les charges et les voies de circulation obligent le titulaire à établir un plan de circulation. Il fournira également au CMN la liste des personnels et engins (détaillant notamment les poids à l'essieu, encombrements, poinçonnements, etc.) devant intervenir sur le site. Ces documents seront soumis à l'approbation du CMN avant tout démarrage des prestations.

2.2 Véhicules, engins et matériels

Le titulaire devra utiliser les véhicules, engins, outillage et autres matériels les mieux adaptés tant à la bonne exécution des prestations à effectuer qu'à la sécurité de son personnel et des tiers, ainsi qu'à la sauvegarde de l'environnement. L'usage de tout matériel et de toute technique susceptible de provoquer des dommages importants aux végétaux sera pros crit. En particulier, tout matériel occasionnant un hachage des branches lors de la taille est à exclure.

Le titulaire est le seul responsable des matériels qu'il utilise durant ses prestations. Il est le garant de leur parfaite conformité et de leur vérification régulière. Les véhicules, engins, outillage et autres matériels devront être récents, conformes aux normes en vigueur et en bon état de marche.

La signalisation et l'éclairage des véhicules devront être conformes aux dispositions des articles R 313-1 à R313-35 du Code de la route et des décrets et arrêtés pris pour son application, à celles de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 8e partie : signalisation temporaire (arrêté du 06/11/1992) et à celles des arrêtés du 04/07/1972 et du 20/01/1987.

Les véhicules devront être équipés de feux spéciaux répondant aux exigences de l'arrêté du 04/07/1972 et de la signalisation complémentaire homologuée dont les caractéristiques sont définies par l'arrêté du 20/01/1987, disposée à l'avant, à l'arrière et sur les côtés du véhicule.

Les véhicules de l'entreprise devront être propres et identifiables par le grand public.

Le titulaire sera tenu de soumettre au CMN, pour acceptation, les moyens qu'il compte utiliser. **Le CMN se réserve le droit de refuser les véhicules et engins qui ne correspondraient pas, soit aux dispositions du présent CCTP, soit aux besoins nécessaires pour une exécution parfaite de la prestation.**

Le fait que le CMN n'a pas formulé d'observations sur les véhicules, engins, outillage et matériel ne l'engage en rien quant à leur conformité envers les règlements et lois en vigueur (service des mines, inspection du travail, etc.).

En cas de panne de l'un des véhicules ou matériels utilisés, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer sa réparation ou son remplacement et ceci sans conséquences sur le bon déroulement des prestations.

2.3 Outils de taille et prophylaxie

Les outils de coupe devront toujours être correctement affûtés afin de ne pas provoquer de déchirure ou tout autre dommage.

Afin d'éviter tout risque de transmission et de propagation d'agents pathogènes, une désinfection systématique des outils sera soigneusement effectuée avant la taille de chaque arbre ou arbuste. Les outils seront trempés dans un produit désinfectant, type alcool à brûler ou formol. Ce produit pourra être un anticryptogamique. Il devra être soumis à l'approbation du CMN.

En l'absence de procédé de désinfection automatique du matériel, il sera nécessaire de réaliser une désinfection périodique des outils lors de l'avancement du chantier.

Dans les zones à haut risque de contamination, des précautions particulières devront être prises, la désinfection étant impérative entre les interventions et soins sur des sujets différents.

2.4 Lutte contre le bruit et protection de l'environnement

Le titulaire devra respecter les arrêtés préfectoraux en vigueur en matière de lutte contre le bruit. Le matériel utilisé devra respecter la directive Européenne 2001/14/CE et être en accord avec les articles L 571-2 et L 571-3 du code de l'Environnement. Les matériels pourront être contrôlés sur leur agrément.

Le titulaire est encouragé à utiliser des véhicules et matériels fonctionnant avec des énergies et lubrifiants les moins polluants et émettant le moins de bruit possible. Une attention particulière aux démarches menées dans ce sens sera portée à la lecture des éléments du dossier. Ces actions pourront être mises en valeur dans le cadre de la politique de développement durable et de la démarche qualité de l'établissement.

2.5 Conservation des caractéristiques des espaces verts

Sauf indications contraires du CMN, les prestations d'entretien, quelle que soit leur nature, ne doivent entraîner aucune modification dans l'aspect esthétique, les caractéristiques techniques ou la nature même des espaces verts. La configuration initiale, les tracés, en plan et en élévation, doivent être respectés.

Les interventions sur les ligneux (arbres, arbustes, haies), que ce soit dans le cadre de l'entretien périodique des sites ou dans le cadre d'interventions ponctuelles, ne doivent pas entraîner de modifications dans leurs qualités techniques et physiologiques ainsi que dans leur aspect esthétique.

L'entreprise ne peut de sa propre initiative modifier l'aménagement sur les espaces dont l'entretien lui est confié.

2.6 Protection des espaces

Les coûts correspondants sont réputés inclus dans les prix unitaires de l'accord cadre.

2.6.1 Protection des surfaces

Tous les secteurs sensibles (gazons, prairies, allées fragiles) seront systématiquement protégés par des plaques de répartition ou autres afin d'éviter toute dégradation liée au passage des engins.

Des bacs de rétention seront installés sous les engins en stationnement afin d'éviter toute pollution des sols.

Les éventuels dégâts donneront lieu à une remise en état, à la charge et aux frais du titulaire, selon les prescriptions du CMN.

2.6.2 Protection des ouvrages

Toutes les précautions seront prises pour préserver les ouvrages, de quelque nature qu'ils soient : sculptures, vases, bancs, fabriques, murs, etc., y compris réseaux aériens ou enterrés. Des protections seront installées afin qu'ils ne puissent être endommagés par la circulation des engins de chantier ou la chute de branches.

Les éventuels dégâts donneront lieu à une restauration, à la charge et aux frais du titulaire, selon les prescriptions du CMN.

Les dégradations accidentelles occasionnées aux réseaux, quant à elles, feront l'objet de réparations dans le respect des normes en vigueur au jour de l'incident. Le choix de l'entreprise chargée de réparer devra être soumis à l'approbation du CMN.

2.6.3 Protection des végétaux à conserver

Toutes les précautions seront prises pour préserver les végétaux non prévus en suppression (arbres conservés, plantations récentes, régénération naturelle, etc.), y compris leur système racinaire. Des protections seront installées, et des contournements pourront être disposés pour éviter le passage d'engins sous les charpentières basses.

Les éventuels dégâts donneront lieu à des pénalités dont le montant est défini à l'Article 6.5 du CCAP.

2.7 Installations de chantier

La mise en place des installations de chantier ne pourra avoir lieu sans accord préalable du CMN.

Le CMN peut à tout moment (et notamment lors de manifestations exceptionnelles), demander l'interruption du chantier et le repli des installations pour une durée indéterminée ou modifier l'époque d'intervention.

Aucune plus-value ne sera admise pour ces dispositions particulières supposées être totalement intégrées à l'établissement de l'offre.

Il appartient au titulaire d'assurer ses propres installations en locaux de chantier, selon la réglementation en vigueur, notamment pour les installations nécessaires à la sécurité et à l'hygiène du chantier.

Ces prestations incluent toutes les locations et maintenances de bungalows roulants ou fixes, leurs amenées et installation sur le site, leur repli en fin de chantier, ainsi que l'ensemble des alimentations en fluides si nécessaire.

Le titulaire est entièrement responsable de ses propres installations de chantier et devra tous travaux d'entretien pour maintenir en permanence les lieux et les abords parfaitement propres et sécurisés.

Les coûts correspondants sont réputés inclus dans les prix unitaires de l'accord cadre.

En cas de non-respect de ces exigences, le CMN se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais du titulaire défaillant, une entreprise de nettoyage extérieure.

2.8 Aires de stockage

Si une prestation doit entraîner un stockage provisoire d'engins ou de matériaux, une zone sera désignée au titulaire par le CMN. Elle se situera autant que possible dans l'emprise du chantier.

Elle sera matérialisée par la pose de grilles soudées sur cadre rigide (hauteur 2 m, longueur 3 m) sur plots béton de 40 kg. Les grilles seront sécurisées entre elles et celle servant d'accès sera verrouillée au moyen d'un cadenas, afin d'interdire tout accès au public.

Après utilisation, cette zone devra être rendue en état.

Les coûts correspondants sont réputés inclus dans les prix unitaires de l'accord cadre.

2.9 Clôtures de chantier

Le public qui fréquente le domaine est curieux et n'aime pas changer ses habitudes de circulation. Il convient d'installer une signalisation dissuasive afin d'éviter toute intrusion sur les zones de chantier.

Des clôtures de chantier devront être réalisées avec du grillage de balisage orange de 1,20 m de hauteur ou de la rubalise de couleur vive, le tout monté sur des piquets métalliques avec crochets. Elles pourront être déplacées à l'avancement. Des panneaux portant les mentions "Chantier interdit au public - Port du casque obligatoire" devront être installés sur le pourtour.

Ce dispositif ne dispense aucunement le titulaire de prévoir du personnel chargé d'assurer la surveillance du chantier et de gérer le public.

Dans les allées ouvertes à la circulation automobile, le titulaire devra mettre en place des signalisations temporaires (panneaux de travaux, panneaux de signalisation, feux clignotants le cas échéant) ainsi que du personnel assurant une éventuelle circulation alternée.

Les coûts correspondants sont réputés inclus dans les prix unitaires de l'accord cadre.

2.10 Chantiers sur les voies et espaces publics en dehors du domaine

Pour les interventions sur des secteurs jouxtant ou surplombant des voies et espaces publics extérieurs au domaine, le titulaire prendra contact avec les services concernés pour obtenir les diverses autorisations ou dérogations en matière d'accès, de stationnement, etc.

Il devra assurer une parfaite sécurisation du public et gérer la circulation le cas échéant.

Il supportera toutes les charges relatives à l'établissement et l'entretien de ses installations, puis au nettoyage du site lors de son repli.

2.11 DICT et coupure de réseaux

Si les conditions de réalisation des prestations l'exigent, le titulaire sera tenu de se conformer aux dispositions du décret n° 91-1147 du 14/10/91, relatif à l'exécution de prestations à proximité d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, en particulier pour tous travaux comportant de fouilles au sol (plantations, essouchement, etc.). Il sera notamment tenu au dépôt d'une déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT).

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus et sans préjudice de l'action des autorités compétentes, le CMN pourra prendre, aux frais du titulaire, les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet. En cas d'urgence ou de danger, ces mesures pourront être prises sans mise en demeure préalable.

Si une coupure de réseau est nécessaire pour l'exécution des travaux (notamment sur réseaux électriques EDF et éclairage public), le titulaire devra effectuer toutes les démarches auprès des gestionnaires de réseaux.

2.12 Constats sanitaires

S'il constate des végétaux, et plus particulièrement des arbres, présentant un risque particulier pour les personnes ou les biens ou susceptibles d'en présenter un (risque de chute d'arbre ou de branche, etc.), **le titulaire devra en informer immédiatement le CMN** par écrit, en précisant l'emplacement, la nature du danger, le type d'intervention recommandée et en donnant une estimation de l'urgence de l'intervention.

2.13 Sécurité et hygiène du chantier

Avant le commencement des prestations, le titulaire soumettra au CMN un plan de prévention des risques.

Il a à sa charge la mise en œuvre des moyens humains et techniques pour respecter les règlements en vigueur d'hygiène et de sécurité.

Le titulaire devra prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il prendra toutes les précautions nécessaires pour éviter que les prestations ne constituent un danger, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée.

Il devra assurer la clôture du chantier et son inaccessibilité, ainsi que sa signalisation tant interne qu'externe. Il assurera également si nécessaire son éclairage et son gardiennage.

Les points de passage dangereux (au droit des voies de communication, des traversées, etc. ...), devront être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié. Ils devront au besoin être éclairés et gardés.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur concernant le balisage sur la voie publique et notamment la signalisation verticale temporaire sur la chaussée.

Les zones de stockage des débris végétaux devront être au minimum balisées et rendues inaccessibles au public par tout moyen approprié (barrières, clôtures, écriteaux).

Une trousse de premier secours devra être disponible pour les équipiers sur le chantier. Un membre de l'équipe au moins devra être titulaire du brevet SST.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessus sont à la charge du titulaire.

Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

L'intervention des autorités compétentes ou du CMN ne dégage pas sa responsabilité.

Tout manquement aux règles de base en matière de sécurité des personnes et des biens et de visibilité du chantier pourra entraîner sur le champ un arrêt des travaux avec convocation par lettre recommandée du représentant de l'entreprise pour explication.

2.14 Equipement du personnel

Le personnel chargé de l'exécution de la prestation doit disposer des vêtements de protection et équipements de protection individuels (EPI) rendus nécessaires par son activité :

- Casque de protection ;
- Visière ou lunettes de protection ;
- Protections individuelles contre le bruit ;
- Gants ;
- Vêtements de protection pour les utilisateurs de tronçonneuses ou de scies à chaîne tenues à la main ;
- Protections contre les chutes, harnais ;
- Équipements de protection lors de la préparation et de l'application des produits phytosanitaires.

Il doit également avoir à disposition des vêtements de signalisation à haute visibilité de classe 2 ou 3 dont le port est obligatoire pour toute intervention à pied sur le domaine routier.

Ces équipements (liste non exhaustive) doivent être conformes aux spécifications des normes en vigueur. Le titulaire doit se conformer à l'ensemble des réglementations en vigueur : Décret européen du 01/09/2004, Arrêté du 4/08/2005 et Note de service du 27/06/2007.

Tous les ans, le titulaire devra remettre au CMN la dernière vérification des EPI.

Le CMN pourra interdire le travail à tout agent ne portant pas les vêtements et équipements réglementaires à sa tâche.

2.15 Compétences et hiérarchisation des personnels

Les équipes devront être composées comme suit :

- Un conducteur de travaux unique pour toute la durée de l'accord cadre, responsable du planning et de l'ensemble des travaux du lot, présent à chaque réunion de chantier ;
- Un chef d'équipe présent tout au long du chantier ;
- Des agents spécialisés réalisant les prestations.

Une personne par équipe au moins devra être titulaire du Brevet SST.

2.16 Propreté et nettoyage du chantier

Une importance particulière sera donnée à la propreté du chantier.

Le titulaire devra prendre toutes mesures utiles pour :

- Prévenir et empêcher les souillures et pollutions de toute nature (atmosphériques, terrestres, aquatiques, etc.) ;
- Éviter les chutes et les entraînements de matériaux ;
- Permettre le décrochage des engins avant leur sortie de chantier.

Le titulaire supportera l'intégralité des frais de nettoyage courant du chantier et des voies qu'il empruntera.

Il est tenu de prendre à ses frais toutes les dispositions nécessaires pour éviter qu'aux abords du chantier les chaussées ne soient souillées par des produits (rémanents végétaux, matériaux divers, boue, détrit, etc.) provenant de l'exécution des prestations.

Le titulaire assurera le nettoyage quotidien des salissures liées à son intervention, produites sur l'emprise du chantier et à l'extérieur de celui-ci. Il est tenu de procéder immédiatement à tous les nettoyages et balayages nécessaires pour maintenir la circulation dans les meilleures conditions. Aucun engin ne devra quitter le chantier pour circuler sur la voie publique tant que son état de propreté générera un risque de souillure des chaussées.

Tous les produits résultant de l'entretien des surfaces seront rassemblés et rangés proprement en tas au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Ils seront traités et/ou évacués de l'emprise dans les 48h. Selon les secteurs, une dérogation pour évacuation en fin de semaine, voire en fin de chantier, pourra être accordée. Dans ce cas, une zone de stockage sera désignée par le CMN.

Sur demande du CMN, les rémanents végétaux pourront lui être laissés, à l'emplacement qui sera indiqué à l'entreprise. Ils devront alors être préalablement broyés, de manière à satisfaire aux contraintes de stockage.

Les zones de broyage ou de stockage des éléments végétaux en attente de chargement seront implantées de manière à ne pas gêner la circulation dans le parc (véhicules et piétons), à ne provoquer aucun danger pour les personnes et à limiter les nuisances. Elles seront matérialisées par la pose de grilles soudées.

Les détrit non végétaux seront évacués en décharge publique.

Un constat de propreté du chantier, de ses abords et des voies d'accès empruntées par l'entreprise sera effectué chaque fin de semaine et/ou veille de jours fériés.

A la levée des travaux, les zones d'intervention seront soigneusement nettoyées et remises en état, les moyens et techniques mis en œuvre devant tenir compte des caractéristiques des espaces : balayage des voiries, ratissage des pelouses et allées, purge des sous-bois, remise en état des sols, etc.

Les emplacements mis à la disposition du titulaire pour ses installations de chantier devront être entièrement débarrassés, nettoyés et remis en état dans un délai de 5 jours après l'achèvement de son intervention.

L'ensemble des opérations décrites ci-dessus est implicitement compris dans les prix de l'accord cadre et ne donnera lieu à aucune plus-value.

En cas de manquement à ces obligations, par mesure de sécurité publique, le CMN pourra, après mise en demeure, faire exécuter par une autre entreprise de son choix les travaux de balayage ou d'entreposage des produits non enlevés au fur et à mesure du chantier. Les frais ainsi engagés seront recouverts auprès du titulaire dans les formes habituelles.

2.17 Valorisation des rémanents végétaux

Selon leur qualité et avec l'accord du CMN, les rémanents végétaux seront soit évacués vers une plateforme de revalorisation soit broyés et laissés sur le domaine. Le broyat pourra alors être stocké sur un

emplacement défini par le CMN, mais, lorsque ce sera possible, on privilégiera le broyage et l'épandage sur place, pour restitution au milieu forestier ou paillage sous les haies ou massifs arbustifs proches.

Les rémanents provenant de végétaux malades seront traités par l'entreprise selon les mesures prophylactiques réglementaires propres à chaque pathologie : évacuation en décharge agréée par véhicule bâché, brûlage sur place, etc.

Le brûlage sur chantier est strictement interdit, sauf en présence de rémanents de végétaux malades pour lesquels les mesures prophylactiques réglementaires l'imposent. Il sera soumis à l'accord du CMN.

Les coûts correspondants sont réputés inclus dans les prix unitaires de l'accord cadre, tout comme le coût de nettoyage de la zone de traitement.

Un relevé des quantités sorties sera établi à la fin de la prestation. Les bordereaux de suivi des déchets et attestations de valorisation seront remis au CMN.

ARTICLE 3 – COORDINATION ET SUIVI DES PRESTATIONS

Tous les protocoles d'exécution des prestations, les plannings d'intervention, les matériels et produits utilisés devront obligatoirement être validés par le CMN avant tout commencement des prestations.

3.1 Calendrier prévisionnel

Le calendrier des travaux sera défini par le CMN en lien avec le titulaire.

Pour les travaux prévisibles, le titulaire établira un calendrier des prestations à réaliser par bon de commande sur la période des 6 mois à venir. Il indiquera toutes ses interventions contractuelles et les périodes prévues d'intervention par site. Ce calendrier sera soumis au CMN pour approbation.

A l'issue des réunions de chantier, le titulaire transmettra le calendrier mis à jour des prestations restant à exécuter. Ce calendrier sera défini en concordance avec le calendrier prévisionnel.

3.2 Epoque d'intervention

Les différentes époques d'intervention seront précisées au titulaire par le CMN. Elles figureront, de fait, dans les bons de commande qui indiqueront la date de début des prestations et leur durée.

En période hivernale, afin d'éviter tout risque de dégâts sur les branches taillées, les travaux de taille seront suspendus si les températures sont inférieures à moins 3 degrés (- 3°C).

En période printanière, au moment du débourrement des bourgeons et de la montée de sève, les travaux de taille seront suspendus à une date et pour une durée variant selon les espèces et définies par le CMN.

3.3 Délais d'intervention

Les délais d'intervention seront précisés dans les bons de commande en fonction des travaux à réaliser.

Si le bon de commande le précise, le titulaire devra fournir un planning prévisionnel d'exécution qui sera soumis à l'approbation du CMN.

Le CMN pourra exiger du titulaire l'exécution des travaux dans l'ordre qui lui conviendra.

3.4 Périodes d'interdiction

Le CMN pourra à tout moment décider une interruption de la circulation des camions et engins sur les voies normalement utilisées, voire une interruption du chantier, en cas de manifestation exceptionnelle, de risque pour la sécurité du monument et des personnes ou d'intempéries fragilisant les sols (fortes précipitations ou succession de gels et de dégels). La circulation ou le chantier ne pourront reprendre que sur autorisation du CMN. Ces mesures ne pourront ouvrir droit à une compensation financière.

Le chantier pourra bien sûr être interrompu par l'entreprise en cas d'épisode climatique dangereux (fortes intempéries, tempête) ou de tout risque important pour la sécurité des biens des personnes. Elle en informera le CMN au plus vite.

3.5 Etat des lieux d'entrée

Le titulaire sera tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour n'occasionner aucun dégât sur les lieux d'intervention, que ce soit par les engins utilisés ou des résultantes directes des travaux (chute de branches, etc.).

Préalablement au démarrage des prestations, un état des lieux contradictoire sera établi aux frais du titulaire. Il a pour objet d'inventorier et d'enregistrer, préalablement au démarrage du chantier, tous les ouvrages en place ainsi que leur état. Ce document indiquera toutes les déficiences constatées à la date de prise en charge par le titulaire et prévaudra pour l'arbitrage de tout litige pouvant survenir à la suite des travaux.

Le CMN et le titulaire seront obligatoirement représentés à ce constat.

A cette occasion, le titulaire désignera la personne responsable du chantier, qui devra être présente à toutes les réunions intermédiaires de chantier. Celle-ci sera pourvue d'un téléphone portable dont les coordonnées seront communiquées au CMN.

L'état des lieux contradictoire portera sur les éléments suivants :

- Les sculptures, bancs et tous les autres éléments architecturaux situés dans les zones de chantier, en limite de celles-ci et le long de leurs voies d'accès ;
- Tous les réseaux et les ouvrages connexes tels que regards, tampons, grilles, avaloirs, etc. situés sur l'emprise du chantier, en limite de celui-ci et au long des voies d'accès ;
- Les différents sols et structures dans la zone de chantier et sur ses voies d'accès ;
- Toutes les clôtures situées en périphérie de la zone de chantier ou le long des voies d'accès ;
- Tous les ouvrages de protection des plantations, les panneaux d'information, de signalisation routière, les poteaux d'éclairage public ;
- Tous les ouvrages en serrurerie, tels que les grilles, situés dans l'emprise du chantier ou à sa périphérie ainsi que sur ses voies d'accès ;
- L'ensemble des végétaux situés dans les zones de travaux, à leur périphérie ainsi que sur leurs voies d'accès.

Le constat sera établi sous la forme d'un document de synthèse décrivant en détail chaque type d'ouvrage, ses caractéristiques et son état.

Un constat similaire pourra être demandé par le CMN à l'achèvement des prestations si des dégradations sont constatées (voir article 3.9 du présent document).

3.6 Réunions de chantier

Les réunions de chantier auront lieu en fonction de la difficulté, de l'importance et de l'avancement des prestations. Leurs jours et heures seront fixés par le CMN.

Le titulaire est tenu d'assister à ces réunions pendant toute la durée de l'exécution des prestations ou de s'y faire représenter valablement. Les représentants désignés devront pouvoir, pour les affaires courantes, prendre toutes dispositions et décisions techniques et financières sans avoir besoin de consulter leur direction.

La présence du représentant qualifié de l'entreprise sera obligatoire à chaque réunion. Le titulaire est tenu de prévenir de tout retard ou indisponibilité. Toute absence ou retard non annoncé donnera lieu à une pénalité conformément aux dispositions de l'article 6.3 du CCAP.

Ces réunions de chantier ne dispenseront en aucun cas le titulaire de répondre à toute convocation du CMN.

3.7 Comptes rendus de chantier

A l'issue des réunions, le CMN établira un compte rendu qu'il adressera par mail au titulaire dans les 72h suivant la date de réunion. Le titulaire aura alors un délai de 2 jours pour demander des modifications ; au-delà de ce délai, le compte rendu deviendra contractuel.

Le compte rendu renseignera l'avancement du chantier, sa réalisation dans les règles de l'art, sa propreté, les éventuels accidents ou dégradations perpétrés par l'entreprise et qui devront être réparés, etc.

Le titulaire informera le CMN des éventuelles interruptions, qui devront être dûment justifiées dans le cas où elles impliqueraient un report de la date de fin de travaux initialement prévue.

En outre, Le titulaire sera tenu de signaler dans les meilleurs délais tout problème qu'il constaterait et qui pourrait nuire à la sécurité des personnes et des biens ou à la pérennité des travaux. Ces observations seront, le cas échéant, reportées sur le compte rendu de chantier.

3.8 Contrôle des travaux

Le titulaire sera tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour permettre au CMN d'exercer utilement et à tout moment son contrôle.

Le CMN se réserve le droit de faire arrêter à tout moment, en tout ou partie, les travaux en cours si leur exécution ne lui paraît pas conforme aux stipulations de l'accord cadre et aux règles de l'art.

3.9 Etat des lieux de sortie – Remise en état des espaces

Un état des lieux sera dressé par le titulaire et le CMN dès la fin du chantier. Outre l'état des zones de travaux et de stockage, il précisera l'état des zones de circulation que les engins de l'entreprise auront empruntées.

En cas de dégradations constatées par le CMN sur les allées et pelouses, l'entreprise reconnue responsable aura à sa charge la remise en état des sols :

- Les ornières sur surface minérale seront reprises par curage et apport de matériaux constitutifs identiques, en reprenant la même stratification entre couches de fondation et couche de roulement et en compactant le tout ;
- Les ornières sur pelouse ou prairie seront reprises en décompactant le sol. En cas de dégradation légère, un sursemis sera réalisé. En cas de déformation trop importante du sol, un apport de terre végétale et un semis de gazon selon les règles de l'art seront à réaliser.

Les éventuels dégâts sur les ouvrages donneront lieu à une restauration, à la charge et aux frais du titulaire, selon les prescriptions du CMN.

Les dégradations accidentelles occasionnées aux réseaux, quant à elles, feront l'objet de réparations dans le respect des normes en vigueur au jour de l'incident. Le choix de l'entreprise chargée de réparer devra être soumis à l'approbation du CMN.

Les éventuels dégâts sur les végétaux donneront lieu à des pénalités dont le montant est défini à l'Article 6.5 du CCAP.

3.10 Contrôle en fin de prestations – Dossier des interventions exécutées

Les attachements successifs constatant les prestations effectivement réalisées seront présentés sous la forme de documents figurés. Ils pourront être établis sur la base des plans fournis au bon de commande.

Ils devront, pendant toute la durée des prestations, être soumis hebdomadairement au visa du CMN. La présentation d'éléments de facturation relatifs à des travaux n'ayant pas fait l'objet de ces attachements et visas hebdomadaires sera intégralement refusée.

A l'achèvement des prestations, le titulaire devra remettre un Dossier des interventions exécutées. Il permettra de justifier la facturation et d'orienter toute intervention ultérieure sur le même site.

Pourront y figurer notamment (liste non exhaustive) :

- Les attachements figurés et/ou écrits ;
- Les plans de repérage des interventions ;
- Des documents photographiques avant et après.

ARTICLE 4 – NETTOYAGE DE SURFACES

4.1 Ramassage, balayage, ratissage

Cette prestation concerne les surfaces minérales (chemins, allées, escaliers, cours, etc.), généralement revêtues en pavés, stabilisé ou gravillons.

Il s'agit de ramasser tout ce qui jonche le sol. En fonction du matériau, le CMN demandera un balayage et/ou un ratissage.

Les déchets ainsi ramassés (détritus divers, branchages, feuilles, etc.) seront évacués en décharge.

4.2 Ramassage de feuilles

Le ramassage des feuilles mortes s'effectue sur l'ensemble des espaces à entretenir (surfaces minérales et pelouses).

Il est généralement étalé dans le temps durant toute la période de chute des feuilles (du 15 septembre au 15 décembre). Les périodes et fréquences de ramassages seront fixées par le CMN.

La prestation comprend le ramassage et l'évacuation en décharge des déchets divers qui seraient mélangés aux feuilles.

Les feuilles ramassées seront évacuées dans la journée, aucun dépôt ne pourra être laissé dans les allées.

Le CMN précisera dans son bon de commande si elles doivent être évacuées en centre de revalorisation ou pas, auquel cas elles seront soufflées dans les sous-bois, sous les arbres ou sous les haies.

4.3 Nettoyage de caniveaux

La prestation consiste à broser les caniveaux en pavés ou en béton qui longent les surfaces minérales afin d'en enlever les matières accumulées. Ces dernières seront évacuées en décharge. Le nettoyage sera complété par un balayage ou une aspiration des matériaux restants.

Le BPU prévoit deux prix différents :

- Premier passage, lorsque le caniveau n'a pas été nettoyé depuis longtemps et est engorgé par une couche de substrat où se sont installées des adventices ;
- Passage d'entretien.

4.4 Désherbage

Cette prestation concerne les surfaces minérales.

Le désherbage pourra être :

- Mécanique : avec un outil à main (binette, houe, etc.) ou une machine poussée ou attelée ;
- Thermique ;
- Chimique : avec un produit de biocontrôle.

Selon le cas, l'entreprise soumettra son protocole d'intervention pour approbation au CMN. Le désherbage thermique est proscrit au droit de tout élément d'architecture ou de statuaire. Le désherbage par produits de biocontrôle pourra être utilisé après validation par le CMN.

Le désherbage mécanique devra laisser le sol totalement dépourvu d'herbes. Il comprend le ratissage et le ramassage des herbes coupées à l'avancement et leur évacuation.

Après chaque désherbage thermique ou chimique, le titulaire et le CMN procéderont sous 72h à un constat pour vérifier que toutes les plantules ont bien été brûlées. Si ça n'est pas le cas, un rattrapage sera réalisé sans surcoût. Il donnera lieu à un second constat, qui pourra donner lieu si nécessaire à un deuxième et dernier rattrapage. **Les coûts correspondants à ces rattrapages éventuels sont réputés inclus dans le prix.**

Les déchets issus du désherbage seront évacués à l'avancement.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, l'usage de produits phytosanitaires est interdit dans les espaces verts ouverts au public.

L'interdiction d'usage des produits phytopharmaceutiques ne s'applique pas aux organismes nuisibles réglementés faisant l'objet de mesures de lutte obligatoire à l'échelle européenne, nationale ou locale. Ces mesures font l'objet d'un arrêté national, souvent décliné localement par des arrêtés préfectoraux. L'Arrêté du 31 juillet 2000 et ses mises à jour établissent la liste des organismes nuisibles en France.

S'il souhaite utiliser un produit de biocontrôle, le titulaire devra suivre la note de service 2020-110 du 12 février 2020. Cette note établit la liste des produits phytopharmaceutiques de biocontrôle, au titre des articles L.253-5 et L.253-7 du code rural et de la pêche maritime. Elle définit également la méthodologie d'élaboration de la liste, et notamment les critères généraux de définition des produits concernés.

Le titulaire devra suivre toutes les modifications des notes et décrets relatifs à l'application des produits de biocontrôle.

L'application de produits de biocontrôle par pulvérisation devra être réalisée selon la réglementation en vigueur. Elle est interdite par vent de force 3 et plus (soit supérieur à 11 km/h) et lorsque la température extérieure est supérieure à 25°C, sauf prescriptions contraires du fabricant.

Au moins 10 jours avant toute campagne d'application de produits de biocontrôle, le titulaire sera tenu de présenter au CMN un programme précisant :

- La liste des produits commerciaux qu'il utilisera ;
- Leur numéro d'homologation ;
- Leur composition et leurs fiches de données de sécurité (FDS) ;
- Leur dosage ;
- Les dates prévisibles d'application ;
- Les conditions d'application ;
- Les moyens de protection du personnel.

L'intervention ne pourra avoir lieu qu'après validation de ce programme par le CMN.

ARTICLE 5 – ENTRETIEN DE PELOUSES

Sont concernées les surfaces courantes de pelouses ou gazons, éventuellement en talus, et les banquettes délimitant des massifs de fleurs ou d'arbustes, des haies ou des arbres.

L'intégralité des zones à entretenir sera réputée accessible au regard des tâches à effectuer et des moyens à disposition du titulaire si celui-ci n'a pas formulé de réserves quant à leur accessibilité au moment de la remise des offres.

Le titulaire devra à ses frais la remise en état des gazons détériorés par le passage de ses véhicules et engins ou par ceux de ses éventuels sous-traitants.

5.1 Tonte sans ramassage

et

5.2 Tonte avec ramassage

et

5.3 Tonte sur talus sans ramassage

Le CMN définira les zones où le ramassage devra être effectué et les zones où une tonte avec « mulching » sera suffisante. Ces informations figureront dans le bon de commande.

L'emploi des différents matériels de tonte devra être validé par le CMN, comme par exemple celui d'un robot télécommandé pour la tonte des talus.

Avant chaque tonte, les éventuels branchages et déchets divers devront être ramassés et évacués par l'entreprise.

Au pourtour des obstacles (arbres, éléments bâtis, statuaire ou mobiliers, bordures, etc.), les finitions devront être exécutées à la débroussailleuse.

Le long des obstacles, dans les dépressions, sur les talus, aux emplacements d'accès difficile ainsi qu'à l'intérieur des massifs, les pelouses seront coupées avec le même soin et la même fréquence par tous moyens appropriés.

Après chaque coupe, les herbes devront avoir la même hauteur et constituer un tapis régulier exempt d'ondulations et de traces marquant les raccords des lignes suivies par les ouvriers ou les engins mécaniques.

Pour les tontes avec ramassage, les pelouses devront être débarrassées des produits de coupe immédiatement après chaque opération.

Les produits de tonte projetés sur des surfaces non herbues (circulations, plans d'eau, etc.) devront être ramassés et évacués. Leur enlèvement sera effectué de manière à ne pas y causer de dégradations. Les surfaces devront être nettoyées.

Le calendrier des coupes sera défini par le CMN et figurera dans le bon de commande concerné. Selon les conditions météorologiques, ce planning prévisionnel des coupes pourra être adapté.

5.4 Défeutrage

Le défeutrage est généralement effectué au printemps.

Avant chaque défeutrage, les éventuels branchages, feuilles et déchets divers devront être ramassés et évacués par l'entreprise.

Les rémanents seront évacués immédiatement après l'opération.

5.5 Carottage

La prestation comprend :

- Le ramassage et l'évacuation des éventuels branchages, feuilles et déchets divers ;
- Le carottage mécanique ;
- Le balayage de la surface carottée afin d'évacuer les carottes de substrat ;
- Un sablage de la surface au sable de Loire (de calibre 0/2 mm et le plus sec possible).

Les rémanents seront évacués immédiatement après l'opération.

5.6 Regarnissage

Le regarnissage est généralement effectué au printemps ou à l'automne.

La prestation comprend :

- Le ramassage et l'évacuation des éventuels branchages, feuilles et déchets divers ;
- Une scarification ou une aération ;
- Le semis de regarnissage ;
- Un sablage ou un terreautage ;
- Une fertilisation.

La composition du semis devra être adaptée au secteur traité et validée par le CMN avant toute intervention.

5.7 Réfection de pelouse

La réfection de pelouse est généralement effectuée au printemps ou à l'automne.

La prestation comprend :

- Le ramassage et l'évacuation des éventuels branchages, feuilles et déchets divers ;
- Le décompactage de la surface ;
- La préparation du sol, par passage croisé d'un tracteur équipé d'un rotovateur puis d'un cultivateur à axe horizontal de type rotadairon, afin d'enfouir la végétation de surface en profondeur, d'émietter la terre et de ne pas créer de semelle compactée en fond de forme ;
- Le nivellement fin des surfaces, en respectant la forme naturelle du terrain ;
- L'enlèvement des pierres, résidus de végétaux et autres éléments de plus de 2 cm restés en surface ;
- Le semis d'un gazon universel à raison de 35g/m² et 80g/m² pour les filets ;
- Le roulage de l'ensemble.

La composition du semis devra être adaptée au secteur traité et validée par le CMN avant toute intervention.

5.8 Découpe de bordures

La prestation comprend :

- Le piquetage au cordeau de la ligne selon la position des clous d'arpentage ;
- La découpe manuelle ou au dresse-bordure thermique ou électrique selon le type de découpe ;
- Le dégrafage ;
- Un ratissage fin pour niveler et effacer le passage ;
- L'évacuation des rémanents.

ARTICLE 6 – FAUCHAGE – DEBROUSSAILLAGE

6.1 Fauchage à la débroussailleuse sans évacuation

et

6.2 Fauchage à la débroussailleuse avec évacuation

et

6.3 Fauchage avec faucheuse autoportée sans évacuation

et

6.4 Fauchage avec faucheuse autoportée avec évacuation

et

6.5 Débroussaillage avec broyage de ligneux sans évacuation

Sont concernées les surfaces, accotements et talus en végétation sauvage.

L'intégralité des zones à entretenir sera réputée accessible au regard des tâches à effectuer et des moyens à disposition du titulaire si celui-ci n'a pas formulé de réserves quant à leur accessibilité au moment de la remise des offres.

Le titulaire devra à ses frais la remise en état des prairies détériorées par le passage de ses véhicules et engins ou par ceux de ses éventuels sous-traitants.

Le CMN définira la technique de fauchage : avec débroussailleuse ou faucheuse autoportée, avec ou sans évacuation des produits de fauchage. Ces informations figureront dans le bon de commande.

L'emploi des différents matériels de coupe devra être validé par le CMN.

Le CMN précisera avant intervention les éventuels végétaux à préserver (ligneux, herbacées rares, etc.).

Les branches basses trop gênantes pourront être taillées après accord du CMN.

Avant chaque coupe, les éventuels branchages et déchets divers devront être ramassés et évacués par l'entreprise.

Au pourtour des obstacles (arbres, éléments bâtis, statuaire ou mobiliers, bordures, etc.), les finitions devront être exécutées à la débroussailleuse.

Le long des obstacles, dans les dépressions, sur les talus et aux emplacements d'accès difficile, les prairies seront coupées avec le même soin et la même fréquence par tous moyens appropriés.

Après chaque coupe, les herbes devront avoir la même hauteur et constituer un tapis régulier exempt d'ondulations et de traces marquant les raccords des lignes suivies par les ouvriers ou les engins mécaniques.

Pour les fauches avec ramassage, les prairies devront être débarrassées des produits de coupe immédiatement après chaque opération.

Les produits de fauche projetés sur des surfaces non herbues (circulations, plans d'eau, etc.) devront être ramassés et évacués. Leur enlèvement sera effectué de manière à ne pas y causer de dégradations. Les surfaces devront être nettoyées.

Le calendrier des coupes sera défini par le CMN et figurera dans le bon de commande concerné. Selon les conditions météorologiques, ce planning prévisionnel des coupes pourra être adapté.

ARTICLE 7 – REFECTION DE PASSE-PIEDS

La prestation comprend :

- La fourniture d'une planche d'essai de 1 m² avec les matériaux constitutifs, pour validation par le CMN ;
- Le piquetage des emplacements, pour validation par le CMN ;
- L'exécution d'un terrassement en déblai des zones marquées, sur 20 cm de profondeur minimum ;
- Le dressage du fond de fouille et la réalisation des formes de pentes pour l'écoulement naturel des eaux ;
- Le compactage du fond de fouille ;
- L'évacuation des produits en décharge ;
- La fourniture et la pose d'un non tissé en fond de fouille, de 235g/m² d'épaisseur minimum ;
- La fourniture et la mise en place d'une fondation en grave non traitée de granulométrie 0/20 mm sur 15 cm d'épaisseur compactée ;
- La fourniture d'un revêtement de surface constitué de sable calcaire filérisé de granulométrie 0/4 mm sur 5 cm d'épaisseur compactée.

La prestation comprend toutes les sujétions de mise en œuvre.

ARTICLE 8 – ENTRETIEN D'ARBUSTES EN MASSIFS ET EN HAIES

Les tailles seront effectuées aux périodes recommandées en fonction du sujet et du type de taille. Elles sont interdites durant les périodes de montée ou descente de sève, sauf pour l'élagage des branches mortes ou dépérissantes et pour les tailles effectuées pour raisons de sécurité.

Les tailles effectuées sur les pousses de très faible section ou réduisant une faible partie du feuillage pourront être exécutées hors de la période ci-dessus sous réserve de l'acceptation du CMN.

L'époque et le type de taille selon les essences et leur configuration seront définies par le CMN et figureront dans les bons de commande.

Les tailles devront prendre en compte le mode végétatif propre à chaque espèce, elles tiendront compte de sa biologie et de sa physiologie.

Quel que soit le type de taille, l'entreprise attachera un soin particulier :

- Aux angles de coupe (tire-sève et bourrelet cicatriciel) ;
- Au maintien d'un tire-sève.

Les tailles seront réalisées au sécateur à main, à la cisaille à haies ou au taille-haies mécanique (électrique ou thermique), selon prescriptions du CMN. Tout autre matériel sera proscrit.

Sauf indication contraire du CMN, **l'entreprise veillera à respecter les gabarits existants. Aucune transformation ou modification des formes existantes ne pourra se faire sans l'accord du CMN.**

Les produits issus des tailles seront ramassés et évacués chaque fin de journée.

8.1 Taille d'entretien courant d'arbuste en massif

et

8.2 Taille d'entretien courant d'arbustes en haie libre

Ces tailles sont destinées à supprimer les rameaux qui ont fleuri pour en faire naître d'autres plus vigoureux et assurer un renouvellement progressif de la touffe. Elles servent également à régulariser la forme et réduire l'encombrement des sujets, supprimer les branches mortes et nettoyer la base des végétaux.

Une taille par an est nécessaire.

8.3 Taille de formation d'arbustes en haie architecturée

Elle est destinée à produire des arbustes bien ramifiés et avec suffisamment de rameaux pour leur assurer un développement bien équilibré. Les branches frêles, les fourches mal placées ou trop nombreuses, les gourmands et drageons seront éliminés.

Les conifères seront dispensés de taille de formation la première année suivant leur mise en place.

ARTICLE 9 – TAILLE DE TOPIAIRES

Les topiaires d'ifs ou de buis sont caractéristiques du décor végétal des jardins à la française. Ils animent de leurs verticales de vastes surfaces planes.

Les volumes de ces sculptures végétales sont perpétués grâce à l'usage pour la taille de gabarits et de bases, qui seront fournis à l'entreprise. Le monument fournira également des jalons pour conserver leurs parfaits alignement et verticalité.

Sauf indication contraire du CMN, **l'entreprise veillera à respecter les gabarits existants. Aucune transformation ou modification des formes existantes ne pourra se faire sans l'accord du CMN.**

Une taille par an est nécessaire. Elle sera effectuée aux périodes recommandées en fonction du sujet et du type de taille.

La taille sera réalisée à la cisaille à main et à la cisaille électrique. Les cisailles seront désinfectées et affûtées avant la première intervention puis désinfectées entre chaque sujet.

La prestation comprend :

- Pose de cordons et de jalons pour conserver l'alignement et la verticalité des topiaires ;
- Taille des topiaires à l'aide des gabarits et bases fournis par le monument ;
- Nettoyage à l'aide d'un aspirateur à main ou d'un souffleur à dos ;
- Ramassage méticuleux et évacuation des déchets de taille, afin de ne pas laisser de rémanents potentiellement infectés ;
- Désherbage des cuvettes et reformation si nécessaire.